

# Perspectives

N°18/209 – 16 octobre 2018

## ALLEMAGNE – Enjeux politiques : La débâcle en Bavière affaiblit encore un peu plus la grande coalition

- Les résultats des élections régionales en Bavière marquent le déclin de la CSU. Le parti de l'union chrétienne-sociale n'obtient que 37,2% des voix, soit 10 points de moins qu'en 2013. Le parti social-démocrate perd lui aussi en prestige, avec dorénavant moins de 10% des suffrages exprimés, contre plus de 20% lors des dernières législatives. À l'inverse, le parti des Verts devient le deuxième parti du Land en progression de 8 points. Il est suivi de près par le parti des électeurs libres avec 11,6% des voix et l'AfD qui atteint dorénavant 10,2% des votes.
- Cette débâcle de la CSU l'oblige à trouver un partenaire de coalition pour gouverner, ce qui n'est pas dans les habitudes du parti. Trois coalitions sont envisageables, dont deux plus probables. Une coalition avec les Verts dégagerait une large majorité parlementaire et serait le signal d'un renouveau du parti au niveau de l'État fédéral. Une alliance avec les électeurs libres serait également réalisable et permettrait la constitution d'un gouvernement stable, sans avoir à négocier de difficiles compromis. Enfin, ce sont surtout les divisions constantes et répétées entre les trois principaux partis de la grande coalition, CSU/CDU et SPD qui expliquent cette chute des partis traditionnels. La grande coalition en ressort plus fragilisée que jamais.

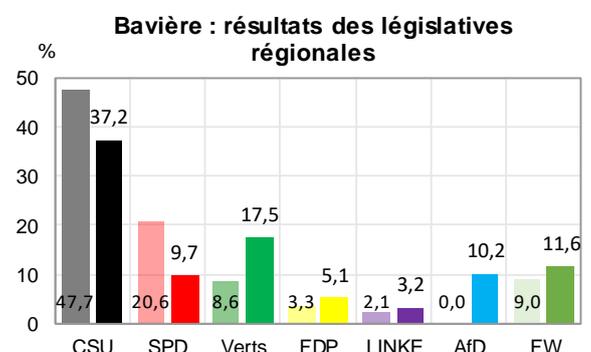
### Des résultats décevants

*La CSU perd son statut de grand parti populaire en Bavière*

Avec un taux de participation élevé (72,4%), les citoyens bavarois se sont rendus en nombre aux urnes dimanche dernier. Les résultats de ces

législatives régionales sont clairs, les électeurs se sont largement détournés des grands partis traditionnels. Le parti de l'union chrétienne-sociale (CSU), bien que premier parti de la région, n'obtient que 37,2% des voix, en chute de plus de 10 points par rapport aux dernières élections de 2013. C'est un véritable camouflet pour le parti conservateur qui n'atteint pas – pour la deuxième fois en dix ans – la majorité absolue des voix. En effet, à l'exception de 2008, où le parti a dû faire alliance avec les libéraux du FDP, la CSU a toujours obtenu la majorité parlementaire lui permettant de gouverner seul le Land depuis 1962. Avec seulement 85 des 205 sièges du nouveau Parlement, l'union chrétienne et sociale devra donc s'allier pour la deuxième fois de son histoire avec un autre parti, afin de former un nouveau gouvernement pour la région.

Le parti social-démocrate (SPD) perd lui aussi plus de 10 points lors de ces élections. Avec aujourd'hui 9,7% des voix exprimées, celui-ci est relégué au rang de cinquième parti dans cette région, où il était autrefois le principal parti d'opposition avec plus de 20% des voix. Il ne détient désormais plus que 22 sièges, contre 42 précédemment.



Sources : Landeswahlleiter, Crédit Agricole S.A.

### Les grands gagnants de ces élections

Le principal vainqueur de ces élections est le parti des Verts qui obtient 17,5 % des suffrages, contre 8,6% cinq ans plus tôt, un véritable envol résultant d'une progression dans l'électorat jeune et plutôt citadin, mais aussi grâce au recul des partis traditionnels, CSU et SPD. Il devient le deuxième parti du *Land* derrière le parti conservateur.

Le troisième grand parti de la région est dénommé « *Freie Wähler* », soit le parti des « électeurs libres ». Il rassemble 11,6% des voix et compte pour 27 sièges très convoités au Parlement. Ce parti qui gagne près de 8 points par rapport à 2013, concentre un électorat jugé plutôt proche des conservateurs, même si ses revendications sont plutôt hétéroclites : gratuité des crèches (comme le SPD), refus d'une troisième piste à l'aéroport de Munich (comme les Verts), volonté de limiter le regroupement familial des réfugiés et de faciliter leur retour vers leurs pays d'origine (comme la CSU).

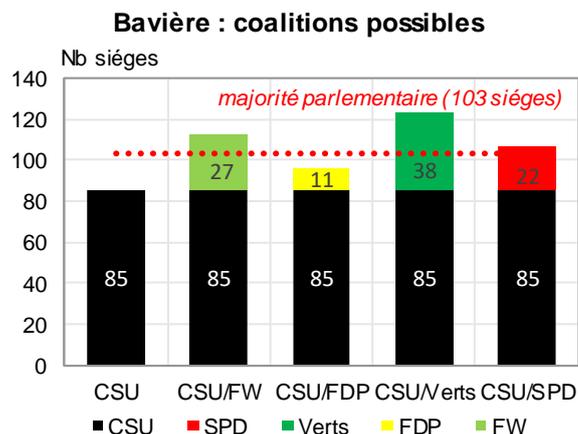
Le parti d'extrême-droite, AfD, fait une nouvelle entrée dans un Parlement régional (il est maintenant représenté dans 15 régions sur 16) avec 10,2% des suffrages, il remporte 22 sièges au Parlement, soit autant que les sociaux-démocrates. Cette percée résulte de la contestation de la politique migratoire de la chancelière Merkel, qui avait décidé en 2015 d'ouvrir les frontières aux réfugiés fuyant la guerre irako-syrienne.

### Quelles conséquences ?

#### Les alliances pour se partager le pouvoir

Cette chute historique de la CSU dans les suffrages oblige le parti à trouver un partenaire de coalition pour former un nouveau gouvernement de région. Même si l'actuel Premier ministre de Bavière, Markus Söder, vient de recevoir l'appui des dirigeants de la CSU pour poursuivre sa présidence, les pourparlers en vue de négociations ne font que commencer. Compte tenu des sièges obtenus, seulement trois coalitions seraient possibles. Une coalition avec les libéraux du FDP – alliés naturels de la CSU – ne pourrait pas voir le jour, car elle ne permettrait pas de dépasser le seuil des 103 sièges donnant la majorité parlementaire. La coalition permettant d'obtenir la plus large majorité parlementaire serait une coalition CSU/Verts (123 sièges), jamais encore réalisée en Bavière. Elle possède l'avantage de rajeunir la gouvernance de la région et de s'éloigner de l'image traditionnelle du conservatisme bavarois. Cette alliance avec le deuxième parti du *Land* redorerait le blason de la CSU au niveau de l'État fédéral dans son ensemble. La deuxième alliance envisageable pourrait être un rapprochement avec le parti des électeurs libres (FW) et permettrait également d'obtenir une

majorité forte au Parlement (avec 112 sièges). Son dirigeant, Hubert Aiwanger, s'est montré particulièrement intéressé par une telle coalition, déclarant même être en mesure de faire rapidement des propositions acceptables pour monsieur Söder. La troisième voie possible réside en une coalition CSU/SPD qui atteindrait 107 sièges. Toutefois, cette coalition demeure peu probable, car elle rassemblerait les deux grands perdants des élections.



Sources : Landeswahlleiter, Crédit Agricole S.A.

#### Les impacts sur la coalition actuelle

Le président de l'union chrétienne-sociale, Horst Seehofer ressort comme étant le principal responsable de cette débâcle électorale. Son entêtement à vouloir concentrer la campagne du parti autour du seul thème migratoire, en vue de ravir des voix à l'extrême-droite, est un échec complet. Non seulement le parti atteint son plus bas niveau historique jamais enregistré (37,2%), mais il ne parvient pas non plus à stopper la progression de l'AfD. Sa quête de l'électorat droitier s'est faite au détriment de son aile plus centriste qui s'est dispersée chez les Verts et les électeurs libres. Si le mécontentement gronde au sein de la CSU, monsieur Seehofer entend néanmoins poursuivre son mandat de chef du parti jusqu'au terme de son mandat, fin 2019. Toutefois, une démission sous la pression des différents dirigeants du parti, en quête de changement et de rajeunissement, n'est pas à exclure avant cette échéance. Par ailleurs, le parti social-démocrate est lui aussi particulièrement affaibli après ces élections. Sa rétrogradation en cinquième position ravive les souvenirs douloureux d'une coalition réalisée *in extremis* et dont l'accord de coalition est en substance bien maigre. Le retrait politique du très populaire monsieur Schultz au profit d'un monsieur Scholz plus complaisant vis-à-vis des conservateurs n'a pas satisfait l'électorat social-démocrate. La grande coalition en ressort définitivement plus affaiblie encore que précédemment. Les divisions affichées entre les trois partenaires de coalition, CDU/CSU et SPD sur divers sujets, et notamment l'immigration, ont conduit au recul des partis traditionnels au profit des

partis privilégiant l'action civique comme les électeurs libres ou de l'extrême-droite, comme l'AfD. Ces résultats désastreux affectent non seulement le *leadership* de la chancelière, mais posent également la question du bien-fondé de la grande

coalition, dont finalement le SPD sort dépouillé de tout bénéfice politique, avec à chaque nouvelle élection de nouvelles pertes d'électeurs substantielles. Une alliance qui lui coûte cher et qu'il pourrait tenter de renégocier durant ce mandat. ■

### Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
15/10/2018	<a href="#">France : Scénario 2018-2019</a>	France
12/10/2018	<a href="#">Monde - L'actualité de la semaine</a>	Monde
09/10/2018	<a href="#">Le baromètre des Médias en France - Infographie</a>	France, Sectoriel
09/10/2018	<a href="#">Infographie - Transport aérien mondial</a>	Monde, Sectoriel
08/10/2018	<a href="#">France – Établissements de santé : tendances à mi-octobre 2018</a>	France, Sectoriel
03/10/2018	<a href="#">Monde – Scénario macro-économique 2018-2019 : "Et pourtant elle tourne"</a>	Monde
03/10/2018	<a href="#">PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole</a>	France, Agri-Agro
02/10/2018	<a href="#">France – Travail temporaire : Tendances de début octobre</a>	France, Sectoriel
26/09/2018	<a href="#">France – Projet de loi de finances pour 2019</a>	France
29/08/2018	<a href="#">Royaume-Uni – Brexit : les négociations entrent dans la phase critique</a>	Royaume-Uni, Brexit
09/08/2018	<a href="#">Royaume-Uni – BoE : en route vers un resserrement lent malgré les incertitudes du Brexit</a>	Royaume-Uni, BoE
01/08/2018	<a href="#">Italie - Scénario 2018-2019 : une croissance stabilisée</a>	Italie

#### Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

**Directeur de la Publication** : Isabelle Job-Bazille – **Rédacteur en chef** : Armelle Sarda

**Documentation** : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier

**Secrétariat de rédaction** : Fabienne Pesty

Contact: [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

Consultez les Etudes Economiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

**Internet** : <http://etudes-economiques.credit-agricole.com>

**iPad** : application [Etudes ECO](#) disponible sur l'App store

**Android** : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

*Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.*